

Grattage de dos mutuel et les Politicalleries des Droits de l'Homme des États-Unis

*Par Arnold August**

21 mars 2009.

Certains médias monopolisés des États-Unis ainsi que le Département d'État lui-même ont récemment fait des déclarations et rendu publics des opinions concernant les prisonniers à Cuba et les droits de l'homme sur l'île. Le 25 Février 2009, le Département d'État des États-Unis a publié son Rapport annuel sur les droits de l'homme selon lequel il soustrait, comme d'habitude, les États-Unis à toute observation. Washington a placé Cuba dans sa mire avec le Venezuela, la Bolivie et d'autres pays qui refusent de se plier à la domination états-unienne et à son intimidation. Ces pays s'opposent plutôt à cette politique suivant le principe d'autodétermination des peuples. Le Rapport indique dans son introduction, Survol et Remerciements, que les États-Unis «... recueillent des informations de diverses sources à travers l'ensemble du spectre politique ... [comme] des observateurs des droits de l'homme ... » Une de ces sources à Cuba est sans doute les «Dames en Blanc» ou *Damas de Blanco*. Par conséquent, il n'est guère surprenant que, deux jours après la publication du Rapport, le 27 Février, les «Dames en Blanc» elles-mêmes aient fait une déclaration publique «...qualifiant de positif le Rapport du Département d'État publié par la Maison Blanche...» concernant Cuba. En d'autres termes, vous grattez mon dos et je gratte le vôtre.

Personne à Cuba n'est emprisonné pour ses opinions. Ceux qui ont été arrêtés en 2003 ont été jugés avec des avocats à leur disposition et avec une preuve entière qui était et qui reste accessible au public. Ils ont été condamnés et emprisonnés sur la base de leurs liens financiers et de conspiration avec la Section des Intérêts des États-Unis à La Havane. La plupart des pays, incluant par exemple les États-Unis et le Canada, ont des lois contre la trahison et les infractions similaires qui violent l'autonomie et les affaires intérieures de leurs pays respectifs en faveur d'un pays étranger.

Si quelqu'un n'est pas convaincu que des liens financiers et d'autres liens similaires sont à la base des procès et des condamnations de 2003, il suffit de voir la position politique de ces soi-disant groupes de défense des droits de l'homme à Cuba, comme les «Dames en Blanc». La politique d'ingérence, de torture, de guerres et d'agression des États-Unis est de plus en plus rejetée à travers le monde, y compris aux États-Unis et dans d'autres pays comme le Canada. Le 17 Mars, tandis que Bush visitait Calgary, au Canada, les téléspectateurs à travers le Canada et le Québec ont été témoins du spectacle de manifestants protestant et lançant des douzaines de chaussures à un portrait de Bush. Qu'un « groupe » cubain fasse une déclaration supportant la position hypocrite des États-Unis face aux droits de l'homme révèle sa véritable nature et la base politique de ses liens avec les États-Unis.

La question de la violation des droits de l'homme et des prisonniers politiques est illustrée à son meilleur aux États-Unis même par la situation des Cinq Cubains, qui se sont vu refuser un procès juste et équitable et ont été condamnés à perpétuité ou à de très longues peines. Si le rapport du Département d'État des États-Unis traitait d'eux-mêmes, il aurait du mal à éviter cette question qui est en train de devenir une patate chaude. De partout dans le monde et de tous les continents, des organisations des droits de l'homme, des commissions et des fonctionnaires des Nations Unies, des prix Nobel de la paix, des parlementaires et des présidents réclament la libération des 5 Cubains et le droit pour leurs familles de leur rendre visite sans obstacles cruels supplémentaires. Les 5 Cubains se sont valu cet honneur de tous les coins de la planète. Ils l'ont fait, non pas en cherchant des faveurs,

mais plutôt par leur héroïsme et leur détermination à combattre jusqu'au bout pour supporter leur petit pays face aux actions terroristes dirigées par les États-Unis contre le peuple de l'île.

** Arnold August, de Montréal, est membre du Comité International pour la Liberté des Cinq et du Comité Fabio Di Celmo pour les 5 de la Table de Concertation de Solidarité Québec-Cuba.*